

DG/97/46  
Original: français

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Discours de  
M. Federico Mayor

Directeur général de  
l'Organisation des Nations Unies  
pour l'éducation, la science et la culture  
(UNESCO)

devant la Commission des affaires étrangères,  
de la défense et des forces armées du Sénat  
sur

**"Mondialisation et culture de paix:  
l'exemple africain"**

Paris (Palais du Luxembourg), 20 novembre 1997

"La paix universelle se réalisera un jour non parce que les hommes deviendront meilleurs (il n'est pas permis de l'espérer), mais parce qu'un nouvel ordre de choses, une science nouvelle, de nouvelles nécessités économiques leur imposeront l'état pacifique". Ces paroles prophétiques sont d'Anatole France. Et voici que ce nouvel ordre de choses, cette science nouvelle, ces nouvelles nécessités économiques qu'il annonçait sont entrés dans notre présent. Si la guerre fait encore des ravages en de nombreux points de la planète, c'est que la plupart des hommes ne l'ont pas encore compris.

La paix n'est pas une utopie. Elle est une réalité heureuse pour des millions d'êtres humains. Elle est aussi un espoir, un chantier où d'innombrables bâtisseurs s'activent.

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord vous dire combien je suis heureux de me trouver à nouveau dans cette prestigieuse enceinte en votre compagnie et vous remercier de cette nouvelle occasion d'avoir avec vous un échange direct - ce type d'échanges qu'aucun document écrit, si riche et documenté soit-il, ne peut remplacer.

J'en suis d'autant plus heureux que j'ai pu mesurer, après notre dernière rencontre, tout ce qu'elle avait suscité, en moi et chez mes collaborateurs, de réflexion, d'approfondissement, parfois de remise en cause, bref, d'animation intellectuelle. Je souhaitais donc renouveler l'expérience, d'autant que je tiens à poursuivre et à développer le partenariat que l'UNESCO a pu établir avec les **parlements**, soit dans le cadre national - et le pays-hôte offre à cet égard un exemple idéal -, soit par le biais d'organisations parlementaires régionales ou internationales. Je suis en effet persuadé que les parlementaires sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important au côté du gouvernement dans la définition et la réalisation du projet économique et social propre à chaque nation. C'est avec eux, ainsi qu'avec les élus locaux, les représentants des forces armées, les responsables religieux, par exemple, que l'UNESCO s'efforce de comprendre et d'affronter les défis contemporains.

Cette multiplication des acteurs et l'accroissement de leur rôle n'empiètent pas nécessairement sur les pouvoirs de l'exécutif. Ils devraient au contraire aider celui-ci dans la préparation et l'application de ses décisions. De même, l'action lucide et dynamique de ces institutions, comme aussi de la société civile, doit éclairer et soutenir l'exécutif face aux périls et aux chances de la **mondialisation**, ce phénomène qui nous requiert ici, et dont il convient peut-être, malgré la mode de la sémantique floue, de préciser le sens. J'en rappellerai la définition la plus large, donnée par Zaki Laïdi et qui recouvre cinq mondialisations: • celle des marchés (dont les forces impersonnelles sont devenues plus puissantes que les Etats dans

l'autorité qu'elles exercent sur les sociétés et les économies),  
 • celle de la communication, qui crée des conditions inédites de communication sociale,  
 • celle de la culture qui, à travers l'irruption des sociétés civiles, accroît considérablement le nombre d'acteurs dans le jeu mondial,  
 • la mondialisation idéologique, qui fait d'un libéralisme de plus en plus radical une pensée mondialement unique, et  
 • la mondialisation politique, qui marque la fin de la "rente" séculaire de l'Occident sur le reste du monde ou, si l'on préfère, le déplacement du centre de gravité géopolitique mondial.

On aurait pu croire que la fin de la guerre froide aurait "libéré" des ressources dont auraient profité le développement et la paix. Mais ces transferts ont été faibles. On aurait pu croire que la mondialisation de la communication, qui a transformé la planète en une seule communauté - un village, dit-on -, aurait élargi le sentiment d'unité et, en abolissant la distance, créé *ipso facto* une solidarité planétaire. Rien de tel.

Paradoxalement, la paix n'a jamais été aussi menacée qu'aujourd'hui. Le remodelage des intérêts géostratégiques et l'apparition de nouveaux types de risques, plus diffus, ont suscité partout l'attentisme, voire la méfiance et le repli. A mesure que l'interdépendance s'accroît et s'étend, au-delà de l'économie et de la finance, au social et à l'environnement, de nouvelles fractures apparaissent, entre les Etats comme au sein des communautés nationales. La misère et la marginalisation grandissent. La transformation de nos rapports avec le proche et le lointain, au lieu d'élargir nos horizons, provoque tantôt la perte de tout repère, tantôt, par réaction, des replis identitaires lourds de dangers. Ce que Bill Gates appelle ingénument le "capitalisme sans frictions" risque bel et bien d'accentuer les exclusions et les inégalités.

Comprenez-moi bien: je ne suis pas en train de faire le procès d'une mondialisation qui, par bien des aspects, libéralise, voire libère, invente et tisse des liens. La mondialisation n'est ni heureuse ni malheureuse. Sans état d'âme, elle est ce que la communauté humaine en fera: une preuve supplémentaire que la fortune sourit aux nantis, aux égoïstes et aux cyniques ou, au contraire, un signe que la justice, la dignité et la solidarité n'ont pas complètement déserté le monde. Elle peut être une grande chance ou un grand péril. Elle ressemble en cela au savoir: neutre en elle-même, elle prend son sens et sa valeur de l'utilisation qui en est faite.

Un seul monde. Et pourtant, combien de **disparités**, combien d'asymétries, combien de contrastes! L'écart entre les riches et les pauvres, dans ce monde "rapproché", ne cesse de s'accroître. Quelles peuvent être, dans ces conditions, les chances d'avenir de la paix universelle ?

Pour l'instant, dans ce qu'on appelle pudiquement les "pays les moins avancés", et singulièrement en Afrique, la pauvreté s'aggrave. Leur participation aux échanges internationaux reste des plus limitées. Dans certains cas, la marginalisation économique s'accompagne d'une désintégration sociale, d'une montée de la violence et d'une multiplication des conflits armés, parfois aussi d'une dérive de l'Etat vers le frauduleux. D'autres pays, en revanche, ont développé des capacités politiques et économiques qui leur ouvrent de nouvelles possibilités dans leurs relations avec leurs partenaires extérieurs. Les situations sont donc multiples et les niveaux de développement, très différents. Mais les économies des pays en développement, où vivent les trois quarts de la population mondiale, contribuent pour moins de 10% au produit brut mondial. L'Afrique (dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est point dépourvue de ressources) représente moins de 3 % de ce produit et participe pour moins de 2 % au commerce mondial. Le contexte économique international demeure ainsi caractérisé par d'énormes disparités porteuses de risques et de conflits. Ces disparités semblent encore plus s'accroître à l'intérieur des nations, contribuant ainsi à accroître les risques d'explosion sociale qui menacent aujourd'hui la stabilité d'un grand nombre de pays africains.

L'Afrique: continent oublié de la mondialisation ? L'étude des évolutions récentes et l'extrapolation des tendances, dans plusieurs domaines, n'incitent pas à l'optimisme. Du point de vue de l'équilibre entre population et ressources, la situation de l'Afrique tropicale est catastrophique pour le proche avenir, car l'accroissement démographique va y rester rapide pendant plusieurs décennies alors qu'une grande partie des sols latéritiques y est irrémédiablement dégradée, ce qui exclut toute augmentation de la production agricole.

En ce qui concerne la paix civile, on sait - malgré d'éclatants contre-exemples comme l'Afrique du Sud aujourd'hui - ce qu'il en est en Algérie, dans la région des Grands Lacs... et ailleurs, car les conflits larvés ou de basse intensité sont légion. Ce qu'on appelle parfois les "nouveaux dominos africains" échappe largement à la prévision - la logique des conflits en Afrique est particulièrement difficile à saisir.

Quant à la démocratie, le tableau se révèle encore plus mitigé. Les réformes démocratiques en cours laissent penser que ce processus est irréversible. Depuis 1990, plus de vingt pays africains ont tenu des élections libres; c'est un énorme progrès par rapport aux premières décennies qui ont suivi les indépendances. Mais la "démocratisation africaine" n'est pas uniforme et les résultats se révèlent contrastés. De plus, la démocratie est une culture et, de ce fait, ne s'improvise pas ni ne se rode en quelques années. Dans une région comme l'Afrique, la disparition des systèmes sociaux traditionnels et l'affaiblissement du pouvoir religieux peuvent, quelles que

soient les bonnes intentions, laisser le champ libre aux aspects les plus négatifs du tribalisme et à la dictature.

La crise que connaît l'Afrique est aussi, pour une part non négligeable, institutionnelle. La stabilisation macro-économique, si nécessaire soit-elle, sera toujours insuffisante si elle ne s'accompagne pas d'un renforcement des structures de l'Etat africain. Comment faire émerger un Etat efficace et volontaire, jouant un rôle central dans les réformes nécessaires, afin que le développement économique puisse être assuré en harmonie avec la société et la culture du pays ? Souvent, d'ailleurs, avec les sociétés et les cultures - il est notoire en effet que la pluralité culturelle est particulièrement fréquente et active en Afrique à cause de l'origine exogène - coloniale - du découpage des territoires qui sont devenus des Etats. Comment aider à renforcer l'Etat de droit pour assurer les conditions du développement, d'une réduction des inégalités et d'un recul de la pauvreté ? En donnant plus d'ampleur au volet institutionnel de la coopération et en renforçant la relation politique entre les pays riches et l'Afrique. La faillite des politiques d'ajustement structurel aura au moins confirmé une chose: que, loin des solutions générales qui seraient des recettes ou des panacées, il convient de connaître, d'analyser et de comprendre les trajectoires individuelles particulières des pays d'Afrique. Même si l'on peut mettre en évidence des traits communs à certains pays appartenant à telle ou telle aire culturelle du continent, chacun a, peut-être plus encore qu'en Europe, son histoire, ses traditions, ses mythes, ses démons, ses atouts, bref, ses spécificités.

Que faire ? Et d'abord, que peuvent faire les autres, les "donateurs" ? Un constat s'impose, partagé maintenant par la majorité de ceux qui réfléchissent sur l'aide au développement: compte tenu de la faiblesse des budgets de l'aide publique, qui vont sans doute rester limités pendant de nombreuses années encore, il faut accroître l'efficacité de cette aide. On sait aujourd'hui que, quelles que soient les erreurs, voire les fautes, commises par les dirigeants africains, les bailleurs de fonds eux-mêmes portent leur part de responsabilité dans l'inefficacité, ou les déficiences, de l'aide - décalage des réformes mises en oeuvre par rapport aux caractéristiques locales, manque de coordination entre les différents donateurs, prolifération de projets qui n'entrent pas dans des stratégies à long terme, inattention à ce qui se passe quand l'aide s'interrompt, etc.

Outre cette réforme indispensable des modalités de l'aide publique, il faut à l'évidence un allègement de la dette, fardeau devenu intolérable pour les pays pauvres. Je me réjouis à cet égard que le Royaume-Uni ait récemment lancé un appel en faveur de la conclusion d'un accord global, d'ici à l'an 2000, sur l'allègement de ce poids et que d'autres pays se soient aussi

exprimés dans ce sens. Je sais que la France - et je ne manque jamais de lui rendre hommage - est pionnière à cet égard et montre l'exemple, témoignant du mélange de réalisme et de générosité qui fait souvent sa grandeur. La dette pèse en effet d'un poids disproportionné sur les pays les plus pauvres et entrave leur investissement dans l'éducation, la santé, la science, dans les infrastructures du développement humain, c'est-à-dire l'investissement dans les générations futures et dans les chances de la paix.

Si la logique marchande continue d'être seule à prévaloir, si l'aide au développement tourne à vide, si la libéralisation ne s'accompagne d'aucune préoccupation sociale, comment l'Afrique trouvera-t-elle les ressources, de nature diverse, qui lui permettraient de s'intégrer harmonieusement et dignement à l'échange mondial ?

Mesdames, Messieurs,

"Ex Africa semper aliquid novi", constatait déjà Pline-le-Jeune. Oui, d'Afrique nous vient toujours quelque chose de nouveau, y compris dans sa sagesse puisée aux sources millénaires.

L'Afrique est un continent d'avenir, un continent riche de promesses et de potentiel, un continent "à solutions", et non pas seulement une région à problèmes. C'est là ma conviction intime, fondée sur une fréquentation aujourd'hui déjà longue de tous les pays d'Afrique, et donc sur une connaissance globale du continent.

Cette conviction des "promesses" de l'Afrique rencontre sans doute une espèce de vérité objective: j'en verrais pour signe, sinon pour preuve, le fait que depuis une date récente, les Etats-Unis s'intéressent de plus en plus à l'Afrique. Visible dans les discours du gouvernement et du Congrès américains, qui souhaitent une "politique africaine" plus active permettant de mieux accompagner les entreprises, cet intérêt se note aussi dans les milieux universitaires d'outre-Atlantique, où se multiplient les publications sur le sujet.

La communauté internationale que constituent les 186 Etats membres de l'UNESCO, aussi consciente des atouts de l'Afrique que préoccupée par ses difficultés, a fait de ce continent l'une des cibles prioritaires de son action. Pour donner suite à cette décision, j'ai réuni en 1995 au Siège, à Paris, les **Assises de l'Afrique**. Il s'agissait d'abord, pour nous tous, de nous mettre à l'écoute du continent, de donner à ces pays la possibilité de

formuler leurs besoins, leurs priorités et, pour la première fois peut-être, d'exprimer leur propre vision des solutions à mettre en oeuvre par les Africains eux-mêmes. Il leur appartient d'apprécier comment et jusqu'à quel point les recommandations issues des Assises ont été mises en oeuvre et je compte à cet égard organiser en mars prochain une nouvelle réunion de suivi, sous la présidence de Madame Graça Machel, dont nous connaissons tous le courage et la clairvoyance.

C'est aux Africains qu'il incombe de déterminer et de tracer les voies de leur avenir, même s'ils ont besoin de concours extérieurs. J'ai institué récemment au sein de l'UNESCO un **Fonds international pour le développement scientifique et technologique** de l'Afrique, conscient qu'aucun pays ne peut aujourd'hui prétendre disposer d'une autonomie effective sans capacités scientifiques et technologiques endogènes. Mais les décisions à cet égard sont politiques: c'est aux pays africains d'obtenir, par exemple, que 3 % au moins des ressources gérées par le PNUD soient consacrées au développement scientifique et technologique et c'est évidemment aux pays africains eux-mêmes d'investir dans la science et la technologie une part raisonnable de leur PIB. Il leur suffirait - et je me réfère là au Rapport mondial du PNUD sur le développement humain - de réorienter 4 % de leurs dépenses militaires pour réduire de moitié l'analphabétisme des adultes, généraliser l'enseignement primaire et donner aux femmes un niveau d'éducation équivalent à celui des hommes. Ce modeste pourcentage (4 %) laisse rêveur, d'abord par les heureuses perspectives qu'il fait entrevoir, mais plus encore par la terrifiante réalité qu'il révèle. Je sais bien, hélas, que lorsqu'on évoque avec des dirigeants africains la possibilité de réduire les dépenses d'armement de leur pays, beaucoup répondent: "que les autres commencent!" et il n'est pas certain que "les autres" soient toujours des étrangers. J'ai cru comprendre aussi que la même formule est invoquée par les divers pays qui leur vendent cet armement et qui se trouvent, c'est vrai, en concurrence les uns avec les autres. Je n'en dirai pas plus, certain qu'aucun aspect de ce problème complexe et angoissant n'échappe aux réflexions des membres de cette commission.

Les pays africains sont, dans leur très grande majorité, conscients de leurs difficultés comme de leurs responsabilités. Chaque fois qu'ils ont l'occasion de s'exprimer dans un cadre multilatéral - qu'il s'agisse des réunions de suivi des Assises de l'Afrique à l'UNESCO ou de celles qui concernent l'Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique ou encore l'Initiative spéciale du système des Nations Unies -, les Etats africains disent clairement leurs souhaits et leurs projets: ils entendent devenir un partenaire du progrès. Pour cela, ils réclament, outre un allègement plus important de la dette, une amélioration du climat mondial - c'est-à-dire des marchés plus ouverts à leurs marchandises. Toute la communauté internationale se rend compte que si l'Afrique "décolle"

économiquement, le reste du monde en tirera de grands avantages découlant d'une intégration moins fragmentaire des économies africaines dans le système international. Les pays africains réitérent aussi leur volonté de poursuivre le combat engagé contre la pauvreté, pour le développement social, et pour la démocratisation des systèmes politiques.

**Paix, développement, démocratie:** ces trois notions interdépendantes fonctionnent en synergie. Elles sont les trois sommets d'un triangle interactif que nous nous efforçons d'instaurer, en coopération avec les institutions soeurs du système des Nations Unies, en soutenant les efforts déployés par les pouvoirs publics des pays africains. C'est en effet uniquement dans un cadre démocratique, qui préserve la pluralité, la diversité et la différence selon des règles acceptées par tous, que l'individu peut réaliser ses potentialités et que la société peut avancer. Seul ce cadre démocratique réunit les conditions du développement et permet le plein exercice des droits de l'homme énoncés dans la Déclaration universelle, ce texte-phare dont nous allons l'an prochain fêter le cinquantenaire.

Mais, de même que le développement et l'épanouissement de la démocratie sont liés à l'existence de la paix civile, de même ces droits de l'homme ne sauraient être respectés en l'absence d'un droit essentiel: le **droit à la paix**. Combien d'hommes et de femmes ne le réclament-ils pas aujourd'hui, dans des pays dévastés par les conflits! C'est une aspiration si forte qu'on ne peut plus l'ignorer. Aussi ai-je pris l'initiative d'élaborer une Déclaration sur le droit de l'être humain à la paix, dont la Conférence générale de l'UNESCO vient d'approuver les idées. Cette notion de droit à la paix fait son chemin et j'espère qu'elle obtiendra, à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, une reconnaissance générale.

Au-delà de cette reconnaissance, vous n'ignorez pas que j'ai cherché, depuis 1989, à axer les activités de l'UNESCO sur l'instauration et la promotion, à l'échelle mondiale, d'une **culture de paix**. Cette notion, difficile à cerner à ses débuts, a bien progressé: elle a été reconnue par l'Assemblée générale des Nations Unies, est entrée dans le vocabulaire des hommes politiques, des militaires, des enseignants et sert de dénominateur commun à toutes sortes d'initiatives concrètes dans de multiples domaines - éducation de base, protection de l'environnement, préservation du patrimoine, lutte pour la liberté de la presse, etc.

En Afrique, les activités qui en relèvent sont innombrables. La Semaine de la paix, qui a eu lieu du 24 au 28 mars dernier au Mali, et la Conférence internationale sur culture de paix et bonne gouvernance, qui s'est tenue au Mozambique du 1er au 4

septembre dernier, comptent parmi les manifestations où se sont exprimés la volonté de paix de certains responsables et leur engagement en faveur de la généralisation du dialogue et du règlement pacifique des différends.

Je ne dresserai pas ici le catalogue des réunions, projets, ateliers et activités diverses organisés en Afrique pour défendre et accroître les chances de la paix. Je me contenterai de vous donner brièvement deux exemples, assez représentatifs de cet aspect de l'action de l'UNESCO sur le continent noir.

Dans le nord-ouest du **Mozambique**, pays exsangue, misérable, où les plaies ouvertes par trente ans de guerre (colonisation, guerre de libération, puis guerre civile) sont encore béantes, se trouve une petite ville, Chiputo. La moitié de ses 15 000 habitants, presque tous agriculteurs, avaient fui dans d'autres régions du Mozambique ou bien en Zambie, au Malawi, au Zimbabwe. Dans leur exil, toujours dramatique, certains ont reçu une formation, une aide d'urgence; d'autres, rien - ils ont même tout perdu. Avec la fin du conflit, tous rentrent chez eux et la réinstallation ne va pas sans tensions. L'UNESCO a entrepris d'aider ces communautés à réussir leur intégration, à réapprendre à vivre ensemble. Il faut surtout les mobiliser autour d'un but commun, pour que la diversité des situations particulières devienne source d'enrichissement collectif, et non de division. A Chiputo, deux enseignants accueillent 650 enfants dans une école primaire; les encadreurs de la future campagne d'alphabétisation des adultes sont déjà formés; un terrain de sport, un centre de développement communautaire, une école secondaire sont en chantier; une radio communautaire, d'une portée de six kilomètres, est prévue. Des actions assez modestes certes, étant donné la faiblesse des ressources disponibles, mais qui contribuent - je le sais - à recoudre peu à peu un tissu social en lambeaux. C'est à travers des projets acceptés et pris en charge en commun, dans une unité autour de valeurs telles que la solidarité et la tolérance que la collectivité reprend confiance en elle-même et en l'avenir.

A Bujumbura, capitale du **Burundi**, il existe depuis trois ans une "Maison de l'UNESCO pour une culture de paix". C'est un simple bâtiment percé de multiples fenêtres, où s'activent cinq personnes. Dérisoire, peut-on penser, au regard de l'ampleur de la tragédie récente et de la tâche de reconstruction. Pourtant, jour après jour, on avance à petits pas. Les activités s'adressent d'abord à la jeunesse, habitée, parfois malgré elle, par les haines ethniques. Il faut d'urgence créer pour elle des espaces de dialogue. En 1996 et 1997, deux festivals pour la paix ont rassemblé des enfants hutus, tutsis et twas, qui ont alors furtivement compris qu'une vie commune est possible, dans le plaisir d'un projet et d'une fête partagés.

Dans les établissements secondaires qui, très peu nombreux, échappent à la "balkanisation" du pays, les élèves ont apporté en classe la violence quotidienne. Alors, de temps en temps, une équipe de l'UNESCO arrive, qui les rassemble et les invite à s'exprimer sur les exactions qu'ils subissent comme sur les violences qu'ils infligent et à tenter d'en comprendre les causes.

Mais au Burundi, où le conflit a fait tomber la scolarisation secondaire à 7 %, il faut dépasser l'enceinte de l'école et toucher les jeunes déscolarisés. C'est ce que nous tentons de faire en organisant à leur intention, par exemple, des séminaires de formation à la reconstruction.

De toutes ces initiatives, laborieuses, limitées, qui forment une mince toile tissée fil à fil, il est très difficile d'évaluer l'impact. On constate qu'il y a eu au Burundi moins de violence dans les écoles en 1997, mais dans quelle mesure y avons-nous contribué ? Difficile à dire. Dans cette incertitude, dans l'insuffisance des moyens, dans les fluctuations du politique et les impératifs de l'immédiat, nous continuons, armés d'une modeste et profonde conviction: c'est par **l'éducation**, et par elle seule, que peuvent être nouées, développées, exhaussées les chances du dialogue car, comme l'énonce si bien l'Acte constitutif de l'UNESCO, "les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix".

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

Il n'est pas vrai que le temps soit le même partout. Le "temps mondial" n'existe que sur des écrans d'ordinateurs. Le "temps réel" pourrait bien se révéler autre chose que ce qu'il désigne dans les laboratoires ou les cybercafés. Peut-être est-il ce que dit la devise inscrite depuis des siècles sous un cadran solaire en Bavière: "Le temps se hâte, le temps s'attarde, le temps divise, le temps guérit". Toutes ces propriétés contradictoires caractérisent le temps de l'Afrique, à la fois impitoyable et généreuse, désespérante et créatrice. Alors il faut savoir aussi bien prendre ce temps de vitesse - quand il est celui de la division et de la haine - que lui faire confiance - quand il est celui de la palabre ou de la fête. La flexibilité, la versatilité du temps sont bien plus réelles que toutes nos urgences. Cela aussi, nous avons à l'apprendre de moins "développés" que nous.